



Le promoteur du Centre des Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique préconise par ailleurs l'option des initiatives nationales, régionales et internationales pour favoriser un retour à la paix dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest.

Partie prenante dans les échanges lors du **Grand Dialogue National** (GDN) en fin d'année 2019, Me **Félix Agbor Balla**, y a fondé beaucoup d'espoir, au même titre que nombre des participants à ce brainstorming, et l'envisageait comme un début de solution à la résolution du conflit armé dans les régions du **Nord-ouest** et du **Sud-ouest**.

Près de dix mois après ce rendez-vous national, alors que les affrontements sont toujours légions dans les deux régions, le promoteur du **Centre des Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique (CHRDA)** et avocat au Barreau du **Cameroun**, exprime sa déception, et regrette que ce qui en est sorti n'ait pas pu jeter les balises d'une issue à la crise à proprement parlé.

« La crise actuelle dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest au Cameroun a causé des épreuves inédites aux populations. Dix mois depuis la fin du Grand Dialogue National, il n'y a rien de concret à montrer dans la direction de la paix », constate cet enseignant et militant de la société civile, dans un message sur son compte Facebook.

Le GDN a pourtant accouché d'un Plan de Reconstruction des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, entre autres, mais il tarde à porter ses fruits. L'on a récemment évoqué des tentatives de négociations pour un dialogue entre le Gouvernement camerounais et les leaders séparatistes pour un éventuel cessez-le-feu, dans un contexte très flou marqué de suspicion et de prudence de part et d'autre.

Agbor Balla qui avait salué cette initiative annoncée par **Julius Ayuk Tabe**, le leader de leader de l'Etat virtuel d'**Ambazonie**, trouve en outre qu'il faut relancer toutes les initiatives nationales, régionales et internationales, avec « *un objectif clair, afin de mettre sur la table les différentes parties en guerre dans une proposition visant à rechercher un règlement négocié de la guerre en cours. Nous avons besoin de paix* », préconise-t-il.

Pour l'heure, les appels au cessez-le-feu lancés par les organismes internationaux n'ont toujours pas trouvé un écho favorable auprès des groupes séparatistes armés, encore moins du côté des forces de défense et sécurité camerounaises.

CIN
